

LE SYSTEME EDUCATIF IVOIRIEN A L'EPREUVE DU CONFLIT ARME EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA REGION DE BOUAKE DE 2002 A 2011

N'guessan Bernard KOUAMÉ

Université Alassane Ouattara

Laboratoire de Recherche en Science Historique (LARSHI)

kouaber3@gmail.com

Résumé

La crise de 2002 a plongé le système éducatif de la région de Bouaké dans le chaos. Au début, les écoles ont fermé et les acteurs du système éducatif ont été rappelés puis redéployés dans les zones sous contrôle gouvernemental. En 2003 et 2004, les écoles ont rouvert progressivement dans les zones occupées grâce à des initiatives locales avec des formes d'administration scolaire localisées et embryonnaires. En 2007, les écoles ont repris leurs activités avec le retour des enseignants titulaires. Cependant, la situation de l'éducation demeurait fragile jusqu'en 2011. L'objectif de l'étude est d'analyser l'impact du conflit armé sur le système éducatif dans la région de Bouaké de 2002 à 2011. Pour ce faire, une méthodologie a été adoptée. Il s'agit de la collecte d'informations contenues dans les productions scientifiques, des ouvrages et des rapports de mission. Aussi des entretiens ont été effectués. Ces démarches méthodologiques ont permis d'adopter un plan évolutif à trois parties. La première partie présente le tableau du système éducatif dans la région de Bouaké pendant la période 2002 - 2003. La deuxième partie traite du démarrage timide de l'éducation dans la région de Bouaké de 2003 à 2007. La troisième et dernière partie met l'accent sur le système éducatif dans la région de Bouaké à la faveur du redéploiement de l'administration de 2007 à 2011. Comme résultats, il faut retenir que malgré l'état de crise que traversait la région de Bouaké, le système éducatif a évolué dans des conditions déplorable avec des résultats lamentables.

Mots clés : *Crise, École, Enseignant, Rébellion, Système éducatif*

Abstract

The 2002 crisis plunged the education system in the Bouaké region into chaos. Initially, schools were closed and education personnel were recalled and redeployed to government-controlled areas. In 2003 and 2004, schools gradually reopened in occupied areas thanks to local initiatives with embryonic, localised forms of school administration. In 2007, schools resumed their activities with the return of permanent teachers. However, the education situation remained fragile until 2011. The aim of the study is to analyse the impact of the armed conflict on the education system in the Bouaké region from 2002 to 2011. To do this, a methodology was adopted. This involved gathering information from scientific publications, books and mission reports. Interviews were also conducted. These methodological approaches made it possible to adopt an evolving plan in three parts. The first part presents a picture of the education system in the Bouaké region during the period 2002 - 2003. The second part deals with the timid start of education in the Bouaké region from 2003 to 2007. The third and final part focuses on the education system in the Bouaké region

following the redeployment of the administration from 2007 to 2011. The results show that, despite the state of crisis in the Bouaké region, the education system has

Key Words: *Crisis, School, Teacher, Rebellion, Education system*

Introduction

La crise du 19 septembre 2002 a entraîné la division du pays en deux parties distinctes. La rébellion a contrôlé la partie Centre, Nord et Ouest du pays et les principales villes de Bouaké, Korhogo et Man. Dans ces zones appelées communément zones C.N.O, et surtout dans la région de Bouaké, le contexte de crise a fortement influencé l'éducation et a plongé le système éducatif dans le chaos. Malgré des tentatives de redressement entreprises par des personnes volontaires en vue de sauver l'avenir des enfants, la situation est demeurée fragile avec des résultats médiocres jusqu'en 2011, année de la réunification du territoire national. L'intérêt de cette étude réside dans le fait qu'elle présente le tableau non reluisant du système éducatif de la région de Bouaké pendant la période de conflit armé allant de 2002 à 2011. Cette situation du système éducatif mérite d'être analysée au regard de l'interrogation suivante : « Comment expliquer l'impact du conflit armé sur le système éducatif de la région de Bouaké pendant la période allant de 2002 à 2011 ? ». Cette question principale débouche sur la définition de l'objectif de recherche. Il vise à analyser l'impact du conflit armé sur le système éducatif dans la région de Bouaké de 2002 à 2011.

Dans l'atteinte de l'objectif, une méthodologie a été adoptée. Il s'agit de la collecte des informations à travers des productions scientifiques, des ouvrages généraux et spécialisés et des rapports de mission. Aussi un accent particulier a-t-il été mis sur les entretiens. Ce qui permet de structurer la présente étude en trois parties :

- La première partie présente le tableau du système éducatif dans la région de Bouaké pendant la période allant de 2002 à 2003.
- La deuxième partie traite du démarrage timide de l'éducation dans la région de Bouaké de 2003 à 2007.
- La troisième et dernière partie met l'accent sur le système éducatif dans la région de Bouaké à la faveur du redéploiement de l'administration de 2007 à 2011.

1- Le tableau du système éducatif dans la région de bouaké de 2002 à 2003

La relation guerre-éducation est une relation asymétrique. En effet, la guerre déstructure la société et dérègle le fonctionnement de toutes ses institutions si elle ne les détruit pas totalement ou partiellement. Le

système éducatif, en raison de sa grande représentativité territoriale, en est l'une des principales victimes dans la région de Bouaké.

1. 1- L'absence d'administration

La crise du 19 septembre 2002 a entraîné une interruption brusque des programmes éducatifs et cela n'a pas été sans incidences. En effet, dès le déclenchement de la crise, on a assisté au départ massif des gestionnaires et des enseignants à la suite de la violence des combats et des tueries en septembre 2002.

Par ailleurs, ces départs sont motivés par l'appel du gouvernement. L'absence de ce personnel qualifié a eu pour conséquence immédiate l'arrêt de la fourniture des services éducatifs dans la région de Bouaké. L'école a arrêté de fonctionner de septembre 2002 à janvier 2003, soit un trimestre d'interruption. Le sentiment d'insécurité généralisé dans la région de Bouaké a entraîné d'une part la délocalisation des institutions internationales et la suspension de leur programme d'appui au développement de l'éducation/formation et d'autre part une forte migration en zones libres (F-J, Azoh *et al*, 2009 : 30). Toutes ces incidences ont occasionné l'arrêt brusque à partir de septembre 2002. Elle a repris progressivement en janvier 2003 sous la forme de service éducatif mis en place par les communautés, assuré par des bénévoles et des enseignants qualifiés restés sur place. Dans la zone de Bouaké, il était difficile en l'absence des gestionnaires des écoles d'établir et de respecter un chronogramme des activités d'enseignement, de les suivre et de les contrôler.

1.2- L'interruption brusque des programmes éducatifs

Les causes de cette interruption sont de tous ordres. On note d'abord la destruction du champ physique de l'éducation. Les missions d'évaluation menées par l'UNESCO indiquent que dans la région de Bouaké, 25 à 30% des équipements et installations scolaires et universitaires, la quasi-totalité des biens domestiques, des archives scolaires, universitaires et matériels didactiques ont été détruits, pillés et/ou vendus. Ensuite, on a constaté la destruction du champ psycho socioéducatif. Certaines infrastructures scolaires et universitaires n'étaient plus fonctionnelles parce qu'elles se retrouvaient partiellement ou complètement détruites par les combats, délabrées ou réquisitionnées comme camps de regroupement des combattants. Elles étaient donc saccagées et pillées entraînant ainsi un déficit de matériels de travail tels que les tables banc, les chaises, les tableaux, les bâtiments, etc. On note également l'absence de point d'eau potable et d'électricité dans certaines écoles bien que des localités de la zone d'étude soient électrifiées et bénéficient de l'adduction d'eau potable. Enfin, il y a la destruction du champ de la politique éducative. La partition de fait du territoire national a entraîné au moins deux types de dispositifs d'éducation

aux développements séparés (N. F. K. Akaaka, 2003 : 1). Dans la région de Bouaké, l'interruption des programmes officiels a suscité plus tard la mise en place d'un système informel à travers l'action des ONG.

2- Le démarrage timide de l'éducation dans la région de gbêkê de 2003 à 2007

À partir de 2003, l'école reprend dans la région de Bouaké. Timide mais rassurante, cette initiative est placée sous l'action conjuguée des partenaires au développement, des ONG, des enseignants bénévoles et des COGES.

2.1- Les efforts conjugués des partenaires au développement et des ONG

Les partenaires au développement et des ONG plus particulièrement l'ONG École Pour Tous ont permis de revitaliser et relancer les services sociaux de base et plus particulièrement le secteur éducation. Comme l'affirme si bien le directeur de l'ONG École Pour Tous « nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour rouvrir les écoles » (N. R. Kouassi, 2015 : 60). Et pour appuyer ses propos le responsable du premier degré à la DREN 1 anciennement membre de l'ONG Ecole Pour Tous affirme : « Les enseignants, les conseillers pédagogiques et les inspecteurs à la retraite ainsi que d'autres en fonction restés sur place ont pris l'initiative de faire vivre l'école car la DREN avait été délocalisée et tout était fermé » (N. R. Kouassi, 2015, op.cit. : 60). Aussi, pour lui, était-il important de ne pas laisser mourir l'école dans la zone sous contrôle de la rébellion.

Mais, cet effort fourni par les acteurs de l'éducation, ne s'est pas fait sans la résistance des parents d'élèves. Car, l'insécurité grandissante des premières heures du conflit a suscité chez les parents, la méfiance et la crainte de perdre leurs enfants. Comme l'atteste le chef du village d'*Allakro*, village situé sur l'axe Bouaké-Katiola, les enfants, pour aller à l'école, devaient parcourir environ 3 heures de marche, ce qui, apparemment, était pénible pour un enfant. Aussi, l'école la plus proche du village se trouvait-elle à environ 7 km du village, celle de *Touro*. Les enfants étaient livrés à eux-mêmes et il arrivait parfois que certains disparaissent sur le chemin de l'école, donc les parents refusaient d'envoyer leurs enfants à *Touro* à cause de cette insécurité. Cette affirmation du chef d'*Allakro* est confirmée par un superviseur de l'ONG Ecole Pour Tous qui prétend que l'insécurité amenait les parents à retirer leurs enfants des écoles. De même, la mise en œuvre des programmes s'est heurtée à la paupérisation des populations. De ce fait, la pauvreté parfois extrême des populations n'incitait pas non plus à permettre l'accession des enfants à l'école. De fait, les parents situés dans cette zone n'avaient pas toujours des activités génératrices de revenus. Et au chef du village d'*Allakro* d'affirmer que les parents n'avaient pas suffisamment de moyens financiers pour assurer la scolarité de leurs enfants. Ceux qui envoyaient leurs enfants à l'école, c'étaient les parents qui possédaient une moto. Mais ceux-ci ont fini par se lasser à cause de la

distance car il fallait déposer l'enfant le matin et retourner le chercher en fin de journée. Ce qui était onéreux pour ses familles.

2.2- Le déficit d'enseignants titulaires

Les effets de la crise de 2002 sur le système éducatif ivoirien se sont traduits de diverses manières. Selon M. H. Chelpi – den (2014 :2) :

Au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, un résultat direct de la partition du pays en deux a été un afflux soudain d'élèves et d'enseignants en zone sud, ce qui a entraîné dans certains établissements des effectifs pléthoriques. Certaines écoles se sont entièrement déplacées et ont été " hébergées" dans des établissements de la capitale. Cela a été le cas du lycée technique d'Abidjan. Ce qui a entraîné des problèmes pédagogiques vu qu'il n'y avait plus assez d'outils de production pour les manipulations pratiques.

En effet, avant la crise, il existait des enseignants non titulaires dans les Inspections de l'Enseignement Primaires en abrégé IEP de la région de Bouaké, notamment dans les villages enclavés ou éloignés. Toutefois, leur effectif est négligeable. Selon leur ancienneté, ils bénéficiaient de l'encadrement pédagogique et administratif du DREN et de l'IEP. Ils recevaient notamment le matériel didactique tels que la craie et le cahier maître. Avec la crise, le recours aux enseignants non professionnels s'est amplifié pour pallier l'insuffisance d'enseignants titulaires parti précipitamment des zones de conflit. Cela a conduit au recrutement d'enseignants bénévoles faiblement qualifiés, majoritairement des hommes. L'insuffisance d'enseignants qualifiés a eu certaines conséquences sur le fonctionnement des établissements scolaires. Malgré l'existence d'un Comité National de Pilotage du Redéploiement de l'Administration en abrégé CNPRA, le retour des enseignants dans les zones Centre, Nord et Ouest rencontre des obstacles psychologiques. Bien que formellement réalisé sur les plans administratifs et financiers, il demeure non effectif en pratique, puisque de nombreux enseignants traumatisés refusent de rejoindre leur poste par crainte d'une reprise de la belligérance. Les enseignants bénévoles qui ont suppléés les enseignants titulaires n'avaient pas toujours les qualifications académiques et pédagogiques requises. Certains enseignants titulaires restés sur place affirment qu'ils ont recruté des bénévoles qui les ont aidés à tenir l'école. Ces enseignants étaient pour la plupart des volontaires qui n'avaient pas toujours un bon niveau académique. S. Ouattara renchérit en ces termes :

Pour combler le déficit d'enseignants dans la zone C.N.O, on a recruté sur le tas des jeunes bacheliers et étudiants qui n'avaient pas forcément achevé leurs études, qui n'avaient donc ni le niveau ni la compétence requise pour dispenser des cours. Ajouter à cela, le fait que le calendrier scolaire n'était plus normal. (S. Ouattara, 2020 : 71).

Concernant l'encadrement pédagogique et administratif, on observe un taux élevé d'absentéisme des enseignants bénévoles, ce qui provoque le non achèvement des programmes scolaires. Les conditions matérielles de travail des enseignants bénévoles étaient médiocres. La rétribution faible et irrégulière des enseignants bénévoles a entraîné leur démotivation. C'est ce qui a fait dire aux parents d'élèves des EPP N'gattakro I et Dar-Es- Salam lors d'une réunion qu'il y a trop de laisser aller de la part des maîtres car ils sont démotivés.

2.3- La déconnexion financière de longue durée des établissements et structure d'encadrement dans la région de gbêkê

Un des effets les plus marquants de la crise de 2002 sur l'institution scolaire ivoirienne, a été la déconnexion financière de longue durée des établissements scolaires et des structures d'encadrement dans la région de Bouaké (M. H. Chelpe-den, 2014, op.cit. : 3). Les budgets de fonctionnement et d'investissement des DREN de la zone C.N.O ont ainsi été gelés pendant plusieurs années au niveau du Ministère de l'Education Nationale ainsi que les dotations en équipement et en personnel. La zone C.N.O n'a ainsi reçu aucun enseignant stagiaire à partir de 2002. Une conséquence de cette déconnexion financière a été de ponctionner les parents d'élèves de manière excessive par le bais des COGES pour payer les frais de personnel, mais sans nécessairement fournir un enseignement de qualité. En effet, les enseignants bénévoles qui composaient la majorité du personnel enseignant de la zone C.N.O pendant de nombreuses années avaient des profils très divers et des qualifications souvent insuffisantes. La baisse du niveau, déjà perçue dans les années 90, s'est ainsi accélérée avec les années de crise. Les grilles de salaire des enseignants officiant en zone C.N.O ont été déconnectées des grilles centrales. Les paiements se faisaient au niveau de chaque établissement, en fonction des cotisations levées. En effet, dans les zones C.N.O, les charges supportées par les parents sont plus importantes que dans les zones gouvernementales. Avant la crise, l'Etat approvisionnait partiellement les EPP en kits, enseignants et élèves à travers le Programme d'Appui au Secteur Education/Formation en abrégé PASEF alors que les parents assuraient les charges complémentaires liées à la scolarité. Mais avec le retrait de l'Etat pendant la crise, toutes ces charges sont désormais supportées par les parents d'élèves. Ainsi du fait de l'interruption des financements étatiques, les services sociaux de la zone C.N.O se sont trouvés gravement perturbés. Les parents d'élèves, eux-mêmes en difficulté, ont dû se cotiser pour préserver le fonctionnement des écoles (Impact Evaluation, 2001 : 10). À Bouaké, les parents d'élèves ont déboursé plus que ceux des autres zones. Pour le CP par exemple, les charges d'écolages pour un élève sont passées de 3150 F CFA à 19.150F CFA soit une progression de 507% (F.J. Azoh *et al*, op.cit., 2009 : 27). Le paiement de ces sommes est fractionné tout au long de l'année scolaire. Le paiement ne se fait pas en une seule fois et les parents ne pourraient assumer une telle charge. Certains montants sont payés lorsque la demande est formulée par l'école, et pour les

frais d'examen, ils sont payés à un moment fixe déterminé par l'administration. L'enseignement privé n'a pas été épargné et l'État continue d'éponger ses dettes. Un autre effet marquant de la crise de 2002 a été de mettre en lumière les différentes politiques d'aménagements du Ministère de l'Éducation Nationale en termes de programme et de calendrier scolaire jusqu'en 2007. Au sud et au nord, plusieurs sessions d'examens ont été organisées entre 2004 et 2007 pour le CEPE, le BEPC et le BAC, et ce n'est qu'en septembre 2007 qu'un calendrier scolaire unique est repris en Côte d'Ivoire, validé au nord et au sud.

2.4- Un retour à la normale qui varie selon le contexte

Dans les années qui ont suivi la crise de 2002 et la partition du pays en deux, il y a eu plusieurs initiatives gouvernementales et non gouvernementales locales qui ont aidé au retour à l'école. Dans la région de Bouaké, l'initiative de l'ONG Ecole pour Tous a été déterminante pour gérer l'école en zone C.N.O en absence de toute administration. À partir de 2004, le retour d'une administration minimale, les différents aménagements gouvernementaux en termes de programme scolaire, l'organisation des examens de la session 2003 déjà évoquée plus haut, le retour des enseignants encouragé par une prime au retour, tout cela a permis une remotivation des parents et un retour de nombreux élèves à l'école. Au niveau des établissements, les tentatives de retour à la normale ont souvent été marquées par des campagnes de sensibilisation. Ces campagnes ont été menées par les autorités militaires, appelées communément les Commandants de zones ou Com Zones. Ils avaient encouragé le retour à l'école en zone C.N.O. Ce retour à la normale est précédé de construction et de réhabilitation d'écoles dans certaines localités. Selon la chargée de l'éducation du Conseil Général de la région de Bouaké, il y a eu la construction d'écoles c'est-à-dire salles de classes, bureaux et logements de maîtres dans les villages de *Sinanvessou* et de *Kiriakro*, ainsi que la réhabilitation d'écoles primaires, plus précisément à *Broukro* village, à *Bendekouassikro* et *Kouassiblékro*. Il y a eu également la réhabilitation de l'école primaire " petit lycée" au quartier municipal de Bouaké. Toutefois, il faut noter que le budget de la région de Bouaké alloué à l'enseignement primaire par le Conseil Général a fortement chuté de 2005 à 2007.

3- Le système éducatif dans la région de Bouaké à la faveur du redéploiement de l'administration de 2007 à 2011.

En avril 2007, le chef de la rébellion est nommé Premier Ministre par le Président de la République. Un retour à la paix, à la vie normale se fit sentir. Ce qui facilita le redéploiement de l'administration dans les zones CNO.

3.1- Le redéploiement de l'administration dans les zones CNO : une solution au retour effectif des enseignants et de l'administration scolaire

Le redéploiement de l'Administration doit permettre d'assurer la réunification du pays et la restauration des services publics afin de marquer à nouveau, la présence et l'autorité de l'Etat sur la totalité du territoire ivoirien. Les activités couvrent la création d'un environnement favorable au redéploiement dont les services sociaux de base ; le corps Préfectoral et les autres services publics et privés ; le paiement des primes de retour des fonctionnaires redéployés ; la réhabilitation sommaire des édifices publics. (Fonds Africain de Développement, 2007 : 4). Depuis quelques années, les écoles ont progressivement repris leurs activités normales dans les zones C.N.O avec le retour des enseignants titulaires et de l'administration scolaire. On constate, par conséquent, de plus en plus d'échanges avec l'administration centrale. Cependant, la situation de l'éducation demeurerait fragile. Face à cette fragilité, le Comité de Pilotage du Redéploiement de l'Administration en abrégé CNPRA de Côte d'Ivoire, créé le 27 octobre 2003 par les autorités ivoiriennes en vue d'organiser le retour des personnels de l'Etat dans les zones qu'ils avaient abandonnées sous la contrainte de la guerre, devrait se signaler. Cela a été possible grâce à des actions concrètes. L'une de ses actions a été la visite du ministre de l'éducation nationale à Bouaké. En effet, dans sa parution du 10 janvier 2007, P. Soro, journaliste à *Fraternité Matin* annonçait dans *Fratmat.info* que le ministre de l'Education nationale, Amani N'Guessan Michel, a effectué une visite à Bouaké pour la réouverture de l'école. En réalité, confiant, quant à la réouverture de l'école, il a exprimé sa joie, car selon lui, ministre de l'Education nationale qu'il est, il n'est pas ministre d'une partie de l'école de la Côte d'Ivoire. Cette visite rendue possible grâce à la politique de redéploiement lui permettait de retrouver la totalité de sa mission. Cette joie est également due au fait que les deux parties, c'est-à-dire le camp gouvernemental et le camp de la rébellion dirigé par Soro Kigbafori Guillaume s'étaient mis d'accord pour que l'école reprenne dans ces zones C.N.O plus précisément dans la zone de Bouaké. Ainsi, après la nomination du chef de la rébellion en qualité de Premier Ministre ivoirien, des efforts ont été faits pour faciliter non seulement le redéploiement de l'administration mais aussi et surtout la réouverture de l'école sur toute l'étendue du territoire national et plus précisément à Bouaké.

3.2- Le retour des enseignants titulaires et de l'administration scolaire.

L'éducation est un facteur déterminant du développement économique et social d'un pays. Elle constitue un impératif exigeant des efforts importants tant sur le plan financier que sur le plan des ressources humaines (A. Traoré, 1996 : 1). Pendant la période où la Côte d'Ivoire était divisée en deux, les élèves des zones C.N.O ont continué l'école grâce à des enseignants volontaires qui sont des enseignants de la fonction publique

restés sur place et des étudiants. Quoiqu'heureux de savoir que la formation des élèves restés sur place se poursuivait, l'on s'interrogeait toutefois sur la qualité de ladite formation. Donc, par conséquent, sur le niveau des élèves qui y étaient. Selon Cheick Khane, journaliste stagiaire au journal *Le Front*, dans sa parution du mercredi 22 août 2007, révélait que le fait marquant, est que, c'est la première fois depuis le début de l'ex-rébellion armée que les examens se déroulaient en session unique sur toute l'étendue du territoire national, signe d'un retour à la normale. Les résultats du baccalauréat de cette année, ont permis largement d'en avoir une idée. Sur toute l'étendue du territoire national, le résultat était catastrophique avec 74,50% d'échecs. Cependant, ce qui ne passe pas inaperçu, c'est le faible rendement des zones sous contrôle des Forces nouvelles. Sur la base des statistiques produites par la direction des examens et concours, statistiques portant sur 99% des délibérations, l'on peut dire que les zones C.N.O sont à la queue du classement. Les villes de Bouaké au centre enregistrent 20,01%, Korhogo au nord, 20,04% et Odienné au nord-ouest sont au bas de l'échelle. Quand la ville de Man enregistre le plus mauvais résultat avec seulement 13,45% d'admis. L'argument d'un fiasco national à ces dernières compositions du Bac ne doit certainement pas être mis en exergue pour justifier ces mauvais rendements de la zone C.N.O. Cela permet tout simplement de se rendre à l'évidence que, pour une bonne formation, il faut un environnement propice et des enseignants qualifiés, donc de qualité. Que toutes ces grandes villes, situées en zone C.N.O aient les plus mauvais résultats n'est certainement pas une coïncidence. Mais le fruit du climat d'insécurité qui y régnait pendant la crise. En septembre 2007, malgré la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou, dans le système scolaire par exemple, 80 % du personnel dans la zone C.N.O n'était toujours pas qualifié, si bien que faute d'une administration scolaire fonctionnelle et du taux d'échec énorme enregistré à la session normale du Bac pendant l'année scolaire 2006 – 2007, le retour des enseignants titulaires et de l'administration scolaire s'est avéré impératif. Pour ce fait, des actions efficaces ont été menées. Il s'agit du financement de la réhabilitation c'est-à-dire, remise en états des huisseries, des murs, réfection des toits, peinture d'environ 900 salles de classes ainsi que la fourniture de mobilier et d'équipement didactique. Par ailleurs, La formation de 2.001 enseignants volontaires de la zone C.N.O remplissant les conditions minimales pour leur intégration effective dans la fonction publique s'est avérée primordiale (Fonds Africain de Développement, 2007, op.cit. : 10).

3.3- Le refus des enseignants volontaires par les COGES

L'interruption brusque de l'école et le départ massif des enseignants des zones sous contrôle de la rébellion vers les zones dites gouvernementales a poussé les parents d'élèves à travers le COGES de se cotiser pour préserver le fonctionnement des écoles. Cette tâche difficile pour les parents d'élève a occasionné plusieurs arrêts de cours de la part des élèves car les parents ne pouvaient plus payer cette cotisation. Alors fatigué des humiliations, des voix se sont levées à travers le COGES pour dénoncer cela et décider de l'arrêt de

l'intervention des enseignants bénévoles dans les zones C.N.O. Ainsi donc, à partir de la rentrée scolaire 2008-2009, selon Yolande de Sépénédio, correspondante régionale du Journal, *Le Temps*, plusieurs décisions ont été prises par le COGES au cours d'une réunion qui s'est tenue à Bouaké. L'intégration des enseignants volontaires à la fonction publique après une formation de base, le problème du budget des proviseurs et des inspecteurs, la subvention des COGES du primaire et le lancinant problème portant sur l'équipement des établissements scolaires étaient au menu de l'ordre du jour de l'assemblée générale de la coordination centrale des COGES. Au cours de cette rencontre, les COGES ont décidé, de ne plus prendre en compte pour la rentrée scolaire 2008-2009, les 2665 enseignants volontaires des zones ex-C.N.O. Pour eux, conformément aux déclarations du Président de la République, la Côte d'Ivoire, entrant progressivement dans la normalité, elle devrait, pour ce faire, procéder au recrutement effectif des enseignants volontaires dignes de ce nom, avant la rentrée 2008 - 2009.

De ce qui précède, il convient de porter une analyse sur ce qui a suscité les réactions des membres du COGES de la région de Bouaké. Ces décisions sont la résultante des observations faites, relatives à la qualité de l'enseignement dispensé par les enseignants bénévoles ou volontaires qui laissaient à désirer. En effet, comme nous l'avons évoqué plus haut, les enseignants volontaires ou bénévoles ne sont pas dotés d'une qualification adéquate. La plupart de ceux -ci sont des bacheliers ou des étudiants et même des anciens élèves de 3^{ème}. ils n'ont bénéficié d'aucune formation de base. Les enseignements dispensés ne respectaient pas les normes pédagogiques. Aussi, dans certains villages, des enseignants bénévoles ou volontaires se livraient à des actes ignobles qui n'honoraient pas la corporation. Ils se livraient à l'alcoolisme et s'absentaient régulièrement. C'est le cas de Loukou Léon et Koffi Mermoz, deux enseignants bénévoles basé à *Agbakro*, village situé à vingt-quatre kilomètres de Bouaké. A ces dérives, faut - il ajouter les cotisations interminables dans les différentes écoles pour entretenir les enseignants bénévoles ou volontaires et aussi pour faire face à certains besoins de l'école. Tous ces faits relevés sont couronnés par le taux d'échec contacté lors des examens de 2007. Fatigués de tous ces dérapages, les différents COGES ont donc à l'unanimité décidé de mettre fin au contrat qui liait les deux parties, c'est-à-dire, COGES et enseignants bénévoles.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, il convient de retenir que le système éducatif dans la région de Bouaké a été durement éprouvé par le conflit armé qui a secoué la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011. Le système éducatif est demeuré inexistant pendant une longue période avant de démarrer timidement. Ce démarrage timide est dû à l'action de bonnes volontés qui se souciaient de l'avenir des enfants restés dans la région de Bouaké. Les difficultés rencontrées par ces acteurs du système éducatif et les parents

d'élèves ainsi que les élèves étaient multiples. Livrés à eux – mêmes, ils devraient s'appuyer sur les ressources humaines et financières propres afin de relever ce défi. Ces ressources se résument au recrutement du personnel sur place et en des cotisations afin de permettre le bon fonctionnement de l'école. A la faveur du redéploiement de l'administration à partir de 2007, des innovations furent apportées pour rendre l'école plus performante. Cependant, certaines contraintes entravaient son bon fonctionnement. En effet, L'insécurité grandissante et les soulèvements des militaires rebelles à travers les mutineries occasionnaient des arrêts de cours, perturbant ainsi le système éducatif. Ces faits non reluisants ont occasionnées la non reconnaissance des résultats dans ces zones par les autorités d'alors car jugés incompatibles avec la réalité jusqu'en 2006. En 2011, après la crise post – électorale et la réouverture officielle des écoles dans les zones C.N.O et plus précisément dans la région de Bouaké, 85% des élèves ont pu regagner les salles malgré des difficultés que rencontraient la grande majorité des écoles de la région.

Bibliographie

Akaaka N'guessan Flaubert Koukougnon, *Les efforts d'adaptation des systèmes éducatifs nationaux face aux incidences de la guerre : cas des établissements de relais en Côte d'Ivoire avec référence particulière au Libéria et à la Somalie*, Texte publié par l'INRP sous l'entière responsabilité des auteurs, N°362 - CAFOP supérieur de Grand- Bassam

Azoh François Joseph ; KOUTOU Nguessan Claude ; CHELPI-DEN Hamer Magali. (2009) *Impact du conflit armé sur l'éducation primaire : le cas ivoirien. Quels financements pour les écoles ? Quels freins à la scolarisation ? Quelles réponses locales ?* Universiteit van Amsterdam - AMIDST.

Chelpi – den Hamer Magali (2014) « Quand la guerre s'invite à l'école : impact de la crise ivoirienne en milieu scolaire » *La Côte d'Ivoire d'une crise à l'autre*, éd. F. Viti, Paris, L'Harmattan, pp.1-19

Fonds africain de développement (2007) *République de Côte d'Ivoire : Appui institutionnel multisectoriel à la sortie de crise : rapport d'évaluation*, Département du développement humain, OSHD

Kouassi N'goran Rachel (2015) « Conflit interne et actions éducatives : l'exemple de l'ONG « Ecole Pour Tous en Côte d'Ivoire de 2002 à 2010 » *Revue Universitaire des Sciences de l'Éducation, educi*, N°4, pp. 52 – 73

Ouattara Seydou (2020) « L'école ivoirienne : taux de réussite ou formation de qualité ? » *l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en Afrique francophone, Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique : l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en Afrique francophone*, Université Mohammed V de Rabat, pp. 70 – 81

Soro Pascal (2007) « Cote d'Ivoire : Zone CNO, tous les malentendus ont été levés » *Fratmat.info* (Abidjan)

Traoré Antoine (1996) *La gestion du personnel enseignant en Afrique francophone*, Paris, Institut international de planification de l'éducation 7-9 rue Eugène-Delacroix

Impact Evaluation (2011) *Evaluation d'Impact de l'appui du PAM aux Cantines Scolaires en Côte d'Ivoire (1999- 2009) : Une approche à méthodes mixtes*, Bureau de l'évaluation, Programme Alimentaire Mondial

Yolande de Sépénédio(2009) « Rentrée scolaire 2008 – 2009 : Les COGES ne veulent plus des enseignants volontaires » *Le Temps N° 1869*

Cheick Khane (2007) « Education nationale - Bouaké, Man, Korhogo, Odienné - Les résultats du Bac catastrophiques », *Le Front*